

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE NORD-OUEST

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)
VALANT ACTE D'ENGAGEMENT (AE)**

Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conduite d'opération
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

OBJET DU MARCHÉ

**BASE DE DÉFENSE ORLÉANS-BRICY (45)
GIEN – 12BSMAT – BECHEREAU –
Prérequis banc de freinage–
Extracteur de fumée**

Montant du marché	<i>Se rapporter à la partie Acte d'engagement du présent document</i>		
Imputation budgétaire	Mission défense		
Mois zéro	Voir courrier de notification	N° EJ	Voir courrier de notification
Code CPV	45331210-1	Code GM	44.02.02
Numéro de marché	25UBCY020		

SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	4
ARTICLE 1. PRESENTATION DU MARCHÉ.....	4
1.1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.2. DECOMPOSITION DU MARCHÉ.....	4
1.2.1. Lots.....	4
1.2.2. Tranches.....	4
ARTICLE 2. INTERVENANTS	4
2.1. TITULAIRE	4
2.2. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	5
2.3. SOUS-TRAITANCE.....	5
2.3.1. Sous-traitants de rang 1.....	5
2.3.2. Sous-traitants de rang 2 ou suivant	5
2.4. MAÎTRE D'ŒUVRE.....	6
2.5. AUTRES INTERVENANTS.....	6
ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
3.1. PIÈCES PARTICULIERES.....	6
3.2. PIÈCES GÉNÉRALES	7
3.3. PIÈCES À DELIVRER AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES.....	7
ARTICLE 4. TRAVAUX INTERESSANT LA DÉFENSE – MESURES DE SÉCURITÉ.....	7
4.1. RESTRICTIONS DIVERSES.....	7
4.2. CONTRÔLE NOMINATIF.....	7
4.3. IDENTIFICATION DES SALARIÉS EMPLOYÉS SUR LE CHANTIER - PORT D'UN BADGE	8
ARTICLE 5. DISPOSITIONS FINANCIÈRES	9
5.1. FORME DES PRIX	9
5.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT	9
5.3. VARIATIONS DE PRIX.....	10
5.4. AVANCE	10
ARTICLE 6. DÉLAI(S) D'EXECUTION – PENALITÉS.....	10
6.1. DÉLAI (S) D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	10
6.2. PROLONGATION DE(S) DÉLAI(S) D'EXECUTION	11
6.3. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GÉNÉRAL	11
6.4. AJOURNEMENT DE TRAVAUX – INTERRUPTION DE TRAVAUX.....	11
6.5. PENALITÉS	11
6.5.1 Retard dans l'exécution des travaux.....	11
6.5.2 Retard dans la remise des documents à fournir avant, au cours et après exécution.....	11
- Avant exécution des travaux	11
- Pendant l'exécution des travaux	11
- Après l'exécution des travaux	12
6.5.3 Retard dans la production des documents nécessaires au contrôle et suivi des déchets de chantier.....	12
6.5.4 Réunions de chantier.....	12
6.5.5 Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	12
6.5.6 Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier.....	12
6.5.7 Pénalité pour sous-traitance non déclarée.....	12
6.6. PRÉSENTATION DU DISPOSITIF E-ATTESTATION – APROVALL 360.....	12
ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	13
7.1. PÉRIODE DE PRÉPARATION	13
7.1.1 Par les soins du maître d'œuvre.....	13
7.1.2 Par les soins du titulaire / des entrepreneurs.....	13
7.1.2.1 Documents soumis au visa du maître d'œuvre.....	13

7.1.2.2	Documents non soumis au visa du maître d'œuvre.....	14
7.1.2.3	Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité.....	14
7.2	TRAVAUX NON PREVUS ET MODIFICATIFS	14
7.3	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION DES TRAVAUX.	15
8.1	ESSAIS POUR LA VERIFICATION DES RESULTATS.....	15
8.2	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.....	15
ARTICLE 9. DEROGATIONS.....		15
ACTE D'ENGAGEMENT		16
REPARTITION DES PRESTATIONS (EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT) :		17
AVANCE (ARTICLES R2191-3 A R2191-5 DU CCP)		17

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1. PRESENTATION DU MARCHE

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exécution des travaux de pose et fourniture d'un dispositif d'extraction de fumée, dans le cadre de l'opération de réalisation des prérequis infrastructure pour l'installation d'un banc de freinage, sur le quartier militaire Béchereau, 12è BS MAT de Gien.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2. Décomposition du marché

1.2.1. Lots

Sans objet

1.2.2. Tranches

Sans objet

ARTICLE 2. INTERVENANTS

2.1. Titulaire

Le titulaire du marché est responsable de la bonne exécution des prestations.

Le titulaire est tenu, par ailleurs, de communiquer immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à sa nationalité ;
- à son domicile ou à son siège social ;
- au montant de son capital social ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- aux groupements auxquels il participe lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché.

S'il ne respecte pas cette obligation, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts, frais et risques.

2.2. Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est **monsieur l'Ingénieur Général de 2ème classe Philippe BRISEMURE**, Directeur du Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest.

2.3. Sous-traitance

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG/travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

Le droit au paiement direct est ouvert lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 10% du montant du marché.

2.3.1. Sous-traitants de rang 1

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon le lien joint à la consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : numéro unique d'identification (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr> et, le cas échéant, délégation de pouvoir,
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile, et décennale pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances,
- un RIB **si le sous-traitant a droit au paiement direct**,
- une caution bancaire **si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct**,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

2.3.2. Sous-traitants de rang 2 ou suivant

Pour chaque sous-traitant de rang 2 ou suivant présenté, le sous-traitant de rang immédiatement précédant devra fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4. Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : numéro unique d'identification (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr> et, le cas échéant, délégation de pouvoir,

- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile, et décennale pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances,
- une caution bancaire,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

2.4. Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'USID d'Orléans-Bricy (usid-bricy-cell-trvx.charge-proj.fct@intradef.gouv.fr) qui est chargé d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

L'interlocuteur privilégié est :

Romain BOUÉ
02 45 40 73 34 – 06 16 55 08 08
romain.boue@intradef.gouv.fr

Le maître d'œuvre, représenté par le chef de l'USID cité ci-dessus, a délégation pour signer les ordres de service. Les ordres de service sont adressés en deux exemplaires au titulaire; celui-ci renvoie immédiatement au maître d'œuvre l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

2.5. Autres intervenants

- CSPS catégorie 2 : Bureau Veritas Construction – 8 allée Colette Duval – 37 100 Tours
- CT missions L + STI + VIEL : SOCOTEC Agence construction Orléans – 45 400 Fleury les Aubrais

ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1. Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

Pièces particulières

- Lettre de notification, présent cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement (CCAP valant AE), et ses annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- le programme ou calendrier prévisionnel détaillé d'exécution des travaux, établi avant notification auquel se substituera éventuellement un unique calendrier d'exécution détaillé notifié par ordre de service et mise à jour, le cas échéant, en cours de chantier

- la décomposition globale et forfaitaire. Il est précisé que les prix unitaires et les quantités figurant dans la DPGF ne sont pas contractuels. En revanche, les prix indiqués dans la DPGF pourront être utilisés comme prix de référence en cas de commande supplémentaire.
- les actes spéciaux de sous-traitance
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 8 annexes
- l'offre technique du titulaire éventuellement modifiée suite à une demande de complément ou une négociation

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(s) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

3.2. Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 modifié.

3.3. Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

ARTICLE 4. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/travaux.

4.1. Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

4.2 Accès sur le site

Le présent marché aura lieu sur le quartier BECHEREAU de la 12BSMAT de Gien qui impose certaines contraintes : les horaires d'intervention pour les intervenants extérieurs sont

- de 8 H 00 à 17 H 00 du lundi au jeudi
- et de 8 H 30 à 12 H 00 le vendredi

pendant la période des travaux.

4.2. Contrôle nominatif

Une liste nominative du personnel qui réalise les prestations est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par l'USID. Cette liste comporte pour chaque personne les références de la carte d'identité

ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci le représentant de l'acheteur exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est interdit d'accès.

Le titulaire certifie que tout le personnel qu'il emploie pour la réalisation des prestations est en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'Inspection du Travail aux Armées.

Tous les personnels devront être munis d'un laissez-passer remis par le maître d'œuvre durant la période de préparation, comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel seront opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux. Le titulaire et son personnel ne seront admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titre d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services de sécurité auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

4.3. Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge

Chaque salarié présent sur le chantier (entreprise titulaire et ses sous-traitants) portera de manière apparente un badge pouvant contenir les éléments suivants :

- photo
- nom de la personne
- employeur réel (celui assurant le versement de la rémunération)
- qualité de salarié ou de travailleur indépendant.

4.4 Contrainte lors de l'exécution

a) Travail isolé

Il est interdit de laisser travailler une personne seule.

b) Plan de prévention – Consignes de sécurité

Le titulaire devra se conformer aux règles de sécurité en vigueur. Ils seront soumis aux prescriptions particulières définies par le coordonnateur de sécurité désigné pour ce chantier. Un plan de circulation sera également élaboré entre les intervenants et le chargé de prévention du site. Le titulaire respectera les circuits, vitesses et contraintes imposées par la sécurité liée à l'activité du site. Le code de la route, la limitation de vitesse de circulation et en particulier les consignes de sécurité imposées sur le site, seront intégralement respectées.

c) Photographies

La prise de photographies pour le chantier est soumise à autorisation. Une demande doit être établie auprès du régiment ou du Maître d'ouvrage, 48 heures à l'avance.

d) Continuité de service

Le chantier sera organisé de façon à permettre :

- La continuité de l'activité des voies de circulation principale,
- La continuité de l'accès aux bâtiments ou aires à proximité de la zone de travaux,
- La continuité des réseaux actuels et futurs (eau, EU, EP, Courant fort, Courant faible, etc) alimentant l'ensemble des bâtiments et installations existantes. Les temps de coupure autorisés courants faibles et courants forts seront définis lors de la période de préparation en lien avec l'utilisateur.

Le titulaire devra informer avec un préavis de minimum deux semaines, d'éventuelles coupures de réseaux, de voiries ou toutes autres perturbations prévisibles.

4.5 Contrôle primaire des personnes physiques (CPR)

L'ensemble du personnel qui réalise les prestations fait l'objet d'une enquête administrative. A cette fin, le formulaire d'enquête administrative « SOPHIA » est à compléter, pour chaque personne, et à retourner à l'officier de sécurité du site, par voie dématérialisée.

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salariés, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

A titre indicatif et prévisionnel, le délai nécessaire pour la validation des contrôles primaires est d'environ 8 semaines.

ARTICLE 5. DISPOSITIONS FINANCIERES

5.1 Forme des prix

Le marché comprend des prestations à montant forfaitaire.

5.2. Modalités de règlement

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG/travaux, le règlement des comptes du marché se fait par facturation.

La remise de la demande de paiement intervient a minima tous les mois et au maximum tous les 3 mois, et est déposée sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La demande de paiement comprend :

- La facture : elle est numérotée et doit faire obligatoirement référence au numéro de marché et à l'intitulé de l'opération objet des prestations. Elle précise le n° d'engagement juridique indiqué dans la lettre de notification notifiée à l'entreprise, ainsi que le code du service exécutant. Elle fera figurer les références bancaires de l'entreprise.
- L'état liquidatif de la variation de prix : il mentionne les éléments suivants :
 - o le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la variation du prix
 - o le montant hors taxes des différentes sommes faisant l'objet de la variation de prix
 - o le(s) coefficient(s) de variation accompagné(s) des calculs ayant permis sa (leur) détermination
 - o le taux et le montant de TVA sur actualisations et/ou révisions
 - o le montant TTC de la (des) revalorisation(s).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de calculer les révisions en cas de non présentation d'état liquidatif ou de corriger l'état liquidatif en cas de présentation.

Pour faciliter votre démarche sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>, les éléments suivants sont à utiliser :

- SIRET à utiliser pour le dépôt des factures sous CHORUS PRO : 110 002 011 00044
- Code de service exécutant (SE) : **D10711K035**
- Adresse de facturation à indiquer : SID Nord-Ouest, 1 rue du Garigliano, RENNES

Le représentant de l'acheteur établit le constat de service fait partiel, donnant lieu à un règlement partiel, en précisant les montants correspondants :

- aux prestations réalisées
- aux pénalités ou réfections, le cas échéant.

Le règlement définitif du marché ne peut intervenir avant le constat de service fait total et la remise de la demande de paiement du solde.

A la réception de la demande de paiement, si le montant correspondant aux prestations réalisées établi dans le constat de service fait est inférieur au montant figurant dans la demande de paiement, alors la demande de paiement est rejetée.

A la réception de la demande de paiement, si le montant à payer diffère du montant de la demande de paiement du fait de l'application de pénalités ou réfections, alors la demande de paiement est acceptée, mais le représentant de l'acheteur notifie, par ordre de service, au titulaire les montants des pénalités ou réfections déduits ou ajoutés des montants correspondants aux prestations réalisées.

5.3. Variations de prix

Les prix sont fermes.

5.4. Avance

Une avance est versée au titulaire dans les conditions de l'article R2191-3 de code de la commande publique. Le paiement de l'avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des travaux.

Le taux unique de l'avance, quel que soit la forme de l'entreprise, est fixé à 30%.

ARTICLE 6. DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES

6.1 Délai (s) d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG/travaux, le délai global d'exécution des travaux objet du marché est de 1 (un) mois à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de les commencer.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/travaux, le marché prévoit une période de préparation de 2 (deux) mois, **non** comprise dans le délai d'exécution.

Le calendrier détaillé d'exécution sera établi pendant la période de préparation du chantier et deviendra contractuel. Il est élaboré par le titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution. Le calendrier détaillé distingue, le cas échéant, les différents ouvrages. Le calendrier détaillé élaboré par le titulaire est approuvé par le maître de l'ouvrage.

A défaut d'accord sur le calendrier détaillé, le calendrier prévisionnel restera contractuel.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le calendrier détaillé peut être modifié, le cas échéant par le maître d'œuvre, dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG/travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires.

6.2 Prolongation de(s) délai(s) d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG/travaux, en dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG/travaux, la prolongation du délai d'exécution pourra également résulter d'une décision du Représentant du pouvoir adjudicateur.

6.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 50.4 1^{er} alinéa du CCAG/travaux, lorsque le Représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire ne peut prétendre à une indemnité de résiliation. En revanche, le titulaire a droit à être indemnisé des frais et investissements engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, sous réserve qu'il apporte toutes les justifications.

6.4 Ajournement de travaux – Interruption de travaux

L'ajournement des travaux peut être décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur. Il est alors procédé, suivant les modalités indiquées à l'article 11 du CCAG/travaux, à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés. Le titulaire ne peut prétendre à aucune autre indemnisation au titre de l'ajournement.

6.5 Pénalités

Par dérogations aux articles 19.2.1 à 19.2.4 du CCAG Travaux, les pénalités sont dues dès le 1^{er} euro sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre. Les pénalités sont appliquées comme suit, sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

6.5.1 Retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité journalière est opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.1 du CCAG/travaux sur les sommes dues au titulaire.

Par dérogation aux articles 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité journalière de 150 euros par jour de retard est appliquée.

6.5.2 Retard dans la remise des documents à fournir avant, au cours et après exécution

- Avant exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents d'exécution nécessaires durant la période de préparation, une pénalité journalière sera opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 150 € par jour calendaire de retard. Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu pour la période de préparation.

- Pendant l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents attendus en cours de travaux sur demande du maître d'œuvre, une pénalité journalière sera opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 150 € par jour calendaire de retard. Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu par ordre de service.

- *Après l'exécution des travaux*

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/travaux, l'ensemble des documents prévus à cet article sera remis au plus tard à l'expiration du délai contractuel. En cas de retard dans la remise de ces documents, une pénalité journalière de 150 € par jour calendaire de retard sera appliquée tant que l'intégralité de ces documents ne sera pas remise.

En cas de retard dans la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés, une pénalité journalière de 500 € par jour calendaire de retard sera appliquée tant que l'intégralité de ces documents ne sera pas remise.

6.5.3 Retard dans la production des documents nécessaires au contrôle et suivi des déchets de chantier

En cas de retard dans la production des éléments mentionnés aux articles 36.2.1 et 36.2.2 du CCAG/travaux, le titulaire se voit appliquer une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG/travaux, le montant n'est pas plafonné par le présent contrat.

6.5.4 Réunions de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise pour la prochaine réunion. Les réunions de chantier sont fixées par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier (à partir de 15 mn de retard) le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 100 €.

6.5.5 Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

A l'expiration du délai de 30 jours après mise en demeure, les dispositions prévues par l'article 37.2 du CCAG/travaux seront mises en œuvre aux frais du titulaire, sans préjudice d'une pénalité journalière de 1000 € par jour calendaire de retard.

6.5.6 Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier

Une pénalité de 250 € par jour calendaire de retard sera appliquée en cas d'absence de balisage ou de non-respect de la propreté du chantier.

En cas de non respect d'une consigne de sécurité du titulaire du marché SPS, les pénalités sont appliquées comme suit :

- 200 € par constat

6.5.7 Pénalité pour sous-traitance non déclarée

Le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire 1000 € pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du Représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du Représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

6.6 Présentation du dispositif e-attestation – Aprovall 360

Le pouvoir adjudicateur s'est doté de la plateforme sécurisée e-Attestations qui permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec les donneurs d'ordres. Elle est entièrement gratuite. Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

E-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, etc.

Aussi le titulaire n'a qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Documents à produire

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne Aprox mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.aprox.com>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

ARTICLE 7. PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1 Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations décrites ci-dessous.

7.1.1 Par les soins du maître d'œuvre

- délivrance des autorisations d'accès au site
- désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux
- moyens et installations mis à disposition
- approbation du calendrier détaillé d'exécution

7.1.2 Par les soins du titulaire / des entrepreneurs

Conformément à l'article 36.2.1 du CCAG travaux, le titulaire communique au maître d'ouvrage un schéma d'organisation et de gestion des déchets.

7.1.2.1.1 Documents soumis au visa du maître d'œuvre

- établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels

- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du CCAG/travaux.

Il sera accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages,

7.1.2.2 Documents non soumis au visa du maître d'œuvre

- Remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à l'inspection du travail dans les armées :

Ministère des Armées
Contrôle général des armées
Inspection générale du travail dans les armées
60, boulevard du général Martial VALIN
75015 PARIS - cedex

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur, cotraitant, sous-traitant et travailleur indépendant.

7.1.2.3 Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité

- établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévue par les articles L4532-9 et R4532-56 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur cité au 2.5 du présent CCAP.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).

L'absence de remise au coordonnateur du plan particulier fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

- mise au point définitive par les entrepreneurs des installations communes d'hygiène nécessaires à l'ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de la simultanéité de leur présence sur le chantier.

7.2 Travaux non prévus et modificatifs

Par dérogation aux articles 14.4.1, 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4 du CCAG/travaux, en l'absence d'avenant ou de décision de poursuivre prise par le Représentant du maître d'ouvrage et notifiée par ordre de service du maître d'œuvre, le titulaire doit arrêter les travaux lorsque ces derniers atteignent le montant contractuel.

Lorsque la masse des travaux exécutés atteint le montant contractuel, l'entrepreneur doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître d'ouvrage. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant contractuel.

L'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date à laquelle le montant contractuel des travaux sera atteint. L'ordre de poursuivre les travaux au-delà du montant contractuel, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant la date probable à laquelle les travaux atteindront le montant contractuel.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

A défaut d'ordre de poursuivre, les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

En cas de travaux modificatifs demandés par le maître d'ouvrage, le titulaire devra faire parvenir au Moe dans un délai de deux semaines à compter de la demande :

- Une fiche justificative technique du TM précisant les incidences ;
- Le devis détaillé correspondant.

En cas de non-respect du délai il sera fait application de la pénalité prévue à l'article « 6.5.2 - Pendant l'exécution des travaux ».

7.3 Documents fournis après exécution des travaux.

Les documents visés à l'article 40 du CCAG/travaux seront fournis, en un exemplaire papier et un exemplaire informatique sur le support clé USB. Les documents papiers validés seront scannés sous format .pdf, les plans sous format .pdf et .dwg microstation.

Les attendus concernant le dossier des ouvrages exécutés (DOE) sont précisés à l'article VI.2 du CCTP.

ARTICLE 8. CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

8.1 Essais pour la vérification des résultats

Les attendus concernant les essais et contrôles sont précisés à l'article V.3 du CCTP.

Dans le cas où les résultats des essais ne sont pas satisfaisants, l'entrepreneur, conformément aux articles 41.4 et 41.6 du CCAG/travaux, doit remédier aux imperfections constatées ou faire la preuve que la non obtention du résultat est imputable à une cause indépendante de son installation.

8.2 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

En application de l'article 43 du CCAG/travaux, toute mise à disposition d'un ouvrage ou partie d'ouvrage fait l'objet d'une décision du Représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service au plus tard 15 jours avant la date de mise à disposition et fixant les conditions détaillées des modalités à mettre en œuvre.

ARTICLE 9. DEROGATIONS

Les articles du CCAG applicable auxquels il est dérogé sont les suivants

Articles présent CCAP	Articles CCAG-Travaux
2.3	3.6.1.2
3.1	4.1
5.2	10.2
6.1	18.1.1
6.1	28.1
6.2	18.2.1
6.3	50.4.1
6.5	19.2.1 à 19.2.4
6.5.2	40
6.5.3	19.2.2
7.2	14.4

ACTE D'ENGAGEMENT

Je soussigné (nous soussignés), [nom, prénom, fonction]

☐ Le signataire engage la société sur la base de son offre

☐ cocher si PME / PMI

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIRET et courriel afférent au compte E-attestations.]

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement

Mandataire du groupement¹

☐ cocher si PME / PMI

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIRET et courriel afférent au compte E-attestations.]

☐ cocher si PME / PMI

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie son numéro SIRET et courriel afférent au compte E-attestations.]

¹ Désigné dans l'acte d'engagement, le mandataire du groupement représente l'ensemble des membres du groupement et coordonne les prestations.

NOTA : JOINDRE UN RIB

Après avoir pris connaissance du présent dossier et des documents qui y sont mentionnés ;

M'ENGAGE (nous ENGAGEONS) sans réserve, à exécuter les prestations ci avant au prix global et forfaitaire de :

.....euros H.T. (en chiffres),

soit (en toutes lettres)

soit :euros T.T.C. (en chiffres).

REPARTITION DES PRESTATIONS² (EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT) :

Désignation des membres du groupelement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupelement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation
<i>Dupliquer le cadre autant que nécessaire</i>		

Le **délai de validité des offres est de 120 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par les modalités de la consultation.

Si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et le délai d'exécution supérieur à deux mois :

Avance (articles R2191-3 à R2191-5 du CCP)

- ☐ refuse le versement de l'avance.
- ☐ accepte le versement de l'avance à un taux de 30%

En cas de cotraitance conjointe, dupliquer le cadre autant que nécessaire

² Les membres du groupelement conjoint indiquent dans le tableau la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.

Fait en un seul original

A, le

Mention "Lu et approuvé"

Cachet(s) et signature(s) du(des) cocontractant(s) habilité(s)
à engager la société

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A Rennes, le

L'ACHETEUR (Représentant du pouvoir adjudicateur)

Notification électronique³ le

³ Joindre l'accusé de réception électronique au fichier informatique relatif à l'acte d'engagement.